

Des efforts colossaux attendent l'Afrique de l'Est pour sauver le café

RFI, 7 novembre 2018 Les souffrances du café d'Afrique de l'Est Selon l'ONU, les producteurs de café d'Afrique de l'Est seraient à la croisée des chemins. La production baisse depuis plusieurs décennies et les petits entrepreneurs ont plus en plus de mal à vivre de leurs récoltes. Pour autant, le potentiel reste important. Certains pays tentent de relancer leurs filières, avec un succès mitigé.

La consommation mondiale de café n'a cessé d'augmenter. 65% de hausse entre 1990 et aujourd'hui. Le secteur sormais presque 200 milliards de dollars. Pourtant l'Afrique de l'Est n'a pas profité de la croissance. La région représente plus que 9% des exportations mondiales, au lieu de 25%, il y a trois décennies. Les causes sont multiples : manque de résistance aux aléas climatiques, producteurs peu équipés et mal formés, techniques et management obsolètes ou encore offre en décalage avec la demande. Plusieurs pays tentent de sauver leurs filières. L'Éthiopie, gros producteur du continent a créé l'Ethiopian Commodities Exchange qui interdit aux exportateurs de vendre directement aux acheteurs du monde entier. Ils doivent vendre à travers l'ECX. Malheureusement cet outil défavorise les petits producteurs qui ne peuvent plus céder leurs récoltes directement au consommateur. Malgré l'ONU, l'Éthiopie ne peut plus exploiter son potentiel. Le pays a une bonne image internationale, une production variée et quasi exclusivement organique. Il est quasiment le seul en Afrique dont les habitants sont eux-mêmes des consommateurs. Le Kenya a subi lui aussi un déclin. Beaucoup de professionnels sont passés à l'avocat ou la noix de macadamia. En août, un déclin de transparence est arrivé avec la création d'un Nairobi Coffee Exchange qui permet désormais aux exploitants de suivre direct les performances de leurs productions à l'étranger. Une Taskforce nationale tente de relancer de la filière. Elle a découvert que la chaîne était dominée par un cartel de multinationales cause de licences accordées à des sociétés jumelles, sur l'ensemble du secteur. Un projet de loi est sur la table pour contrer la tendance. Autre exemple, le Burundi où le secteur emploie plus d'un million de personnes. La libéralisation de la filière n'a pas donné de résultats signifiants cause de problèmes de fonds : plantations vieillissantes, infrastructures faibles et instabilité politique. L'ONU conseille de moderniser tout le secteur. Bref des efforts colossaux attendent les pays d'Afrique de l'Est s'ils veulent sauver leur café.

Par Sébastien Nemeth CHRONIQUE DES MATIÈRES PREMIÈRES

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});